

*Congé d'été*

ganisme indépendant, que le patronat et le salariat fassent preuve de bonne foi dans leurs relations, pour dissiper cette hostilité innée qui caractérise cette institution depuis plusieurs années.

Nous devons comprendre qu'une des raisons de cette hostilité innée dont nous décelons l'existence est le fait que les postiers, contrairement aux autres travailleurs canadiens, n'ont pas voix au chapitre quand la direction veut effectuer des changements d'ordre technique. Quand des changements d'ordre technique importants sont intervenus au ministère des Postes ces quelques dernières années, les travailleurs n'ont pu dire directement comment leur vie en serait bouleversée et comment l'existence de leur emploi même serait menacée et nous avons alors semé ce que nous récoltons depuis lors.

En fin de compte, nous en sommes arrivés au point où l'on peut mettre en quelque sorte le patronat et le syndicat dans le même sac. Il est difficile de dire quand la situation a commencé à se détériorer. La situation étant ce qu'elle est, la dernière chose à faire est de lancer des idées saugrenues à la Chambre qui l'envenimeront encore davantage et qui attiseront un sentiment d'hostilité qui est déjà bien ancré et contre lequel il faut commencer à lutter, dans l'intérêt du public.

Il est malaisé de trouver les mots nécessaires pour exprimer le sentiment de mépris pour ainsi dire que je ressens à l'égard des platitudes que l'on débite depuis quelques jours à la Chambre à ce sujet. Les députés se rendent compte des graves problèmes qui se posent aux postes. Nous en sommes plus conscients que n'importe qui car nous recevons des lettres, quand les services postaux fonctionnent, et des appels téléphoniques; nos administrés nous font constamment part des problèmes qu'ils ont avec les postes et du sentiment de frustration qu'ils éprouvent. Il est certain que l'on observe un relâchement prononcé depuis quelques années.

Ce qui m'ennuie beaucoup, c'est de recevoir des lettres de certains de mes électeurs me reprochant de ne pas avoir répondu à une lettre que je n'ai pas reçue et puis de recevoir la première lettre après avoir répondu pour essayer d'expliquer ce qui s'était passé. Je suis certain de ne pas être le seul député dans ce cas.

Les hostilités vont commencer à s'apaiser, espérons-le. Nous comptons bien que les problèmes se régleront à l'amiable le plus tôt possible, et même tard s'il le faut. Il importe de conclure une entente permettant aux deux parties de faire un travail constructif, mais comme je l'ai dit, il importe encore plus de permettre à la nouvelle société de la Couronne de prendre un bon départ et de lui donner des chances de réussite.

● (1550)

Il doit être possible d'introduire de nouveaux mécanismes, de nouveaux procédés de gestion et un nouveau climat de relations industrielles dans cet organisme. Un moyen, que l'on prévoit appliquer au nouvel organisme, est de donner à ceux qui travaillent aux postes leur mot à dire dans la gestion. Cela peut sembler farfelu étant donné l'hostilité qui a caractérisé les relations, mais j'en parle par expérience parce que j'ai travaillé pour une société qui depuis presque dix ans maintenant compte des travailleurs au sein de son conseil d'administration. Même si cela n'a pas éliminé le système d'opposition, qui convient à la procédure de griefs et à la négociation collective, cela a

conduit à une bien meilleure compréhension. En sondant l'opinion des travailleurs avant de mettre des idées en pratique, nous avons pu leur faire sentir qu'ils participaient vraiment à leur propre avenir. C'est particulièrement important pour la jeune génération de travailleurs. Les postes en sont un exemple parfait, surtout dans les grands centres. Il faut trouver un débouché pour la génération actuelle de travailleurs plus instruits et plus engagés.

On épargne ainsi de l'argent. Les ingénieurs peuvent dresser des plans magnifiques de toutes sortes, que ce soit d'un réseau postal ou d'une scierie, mais à moins de l'évaluer tout d'abord avec la participation des personnes qui travaillent dans l'industrie, on gaspillera des centaines de milliers de dollars, parfois même des centaines de millions de dollars qui pourraient autrement être économisés. D'après mon expérience personnelle, encore une fois, je sais qu'on épargne de l'argent et que le temps de production est également abrégé. On peut accroître la productivité et les profits et améliorer les relations entre le patronat et le salariat. Les postes ont besoin de tout cela si elles doivent servir efficacement les Canadiens.

Comme nous n'avons pas très souvent la chance d'aborder certaines questions à la Chambre, monsieur l'Orateur, je voudrais dire maintenant quelques mots de l'industrie forestière au Canada et de certains de ses besoins. L'industrie forestière est à de nombreux égards la première industrie au Canada. Elle contribue plus à notre surplus commercial net que l'extraction minière, les pêches, l'agriculture et l'énergie, y compris le pétrole et le gaz ensemble. C'est un fait qu'on ignore en général. Elle produit plus d'emplois et de revenus par dollar placé que les pêches et l'agriculture et directement ou indirectement, elle fournit un emploi sur dix au Canada.

Le problème, c'est que cette industrie, ainsi que les individus et collectivités qui en dépendent, sont tellement dispersés dans le pays et tellement diversifiés qu'en fait, ils sont invisibles non seulement aux yeux du public, mais surtout à ceux des politiciens et des gouvernements, plus particulièrement le gouvernement fédéral. Étant partout, cette industrie semble n'être nulle part. Beaucoup de députés et leurs collaborateurs semblent ne pas se rendre compte que dans de nombreux cas, cette industrie est le plus grand employeur et le centre économique et politique le plus important de leurs circonscriptions.

C'est une chose très curieuse. On s'attendrait à ce que la plupart des hommes politiques soient plus conscients de cela. Lorsqu'une entreprise ferme ses portes, cela touche 100, 300 ou 400 personnes et non des milliers de travailleurs, comme c'est le cas en Ontario, dans l'industrie de l'automobile. Cela ne fait donc pas les manchettes dans les journaux nationaux et on n'en parle pas dans le *Globe and Mail*, le lendemain matin, avant la période des questions. Cela représente un autre désavantage pour cette industrie, mais aussi pour chacun d'entre nous, pour le gouvernement qui doit administrer des budgets et des programmes qui peuvent nous tenir à cœur pour toutes sortes de raisons.

Les revenus provenant de la forêt, qui devraient être renouvelables, comme la ressource, présentent la même caractéristique car une telle fermeture a un impact fragmentaire sur nos